


Service militaire adapté  
Régiment de La Réunion

## MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage / Pouvoir Adjudicateur	 Régiment du service militaire adapté de la Réunion (RSMA-R) Quartier SUACOT - 97448 St-Pierre - La Réunion Tél : +262 262 96 68 28 Email : <a href="mailto:jeanjacques.glica@rsmar.re">jeanjacques.glica@rsmar.re</a>
---	--

### Objet du marché

MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN  
COMPLEXE SPORTIF POUR LE RSMA-R SUR LE SITE DU QUARTIER SUACOT –  
SAINT PIERRE (974)

### Remise des candidatures

Date limite de réception : 31/ 03/2025 à 12h00 (heure locale)

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION ET DECOMPOSITION	4
2.1. CONTRACTANT UNIQUE	5
2.2. COTRAITANTS	5
2.3. SOUS-TRAITANTS	5
2.4. SITUATION SOCIALE	6
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
4.1. PIÈCES PARTICULIÈRES	6
4.2. PIÈCES GÉNÉRALES EN VIGUEUR LE 1ER JOUR DU MOIS DE L'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (MOIS M0)	6
4.3. NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES	7
ARTICLE 5 - DELAIS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	7
5.1. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	7
5.2. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
5.3. COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	8
5.4. PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE	8
5.5. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	11
5.6. ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	11
5.7. MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC NÉGOCIÉS AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE	12
5.8. ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE	12
5.9. ACHÈVEMENT DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	12
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION	13
ARTICLE 8 - MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE	13
ARTICLE 9 - DOCUMENTS REMIS PAR LE TITULAIRE	13
ARTICLE 10 - VERIFICATIONS ET ADMISSION	13
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 12 - PRIX DU MARCHE ET RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE	14
12.1. CARACTÈRE FORFAITAIRE DU MARCHÉ	14
12.2. ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE RÉMUNÉRATION	14
12.3. PASSAGE AU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION – CLAUSE DE RÉEXAMEN	14
12.4. MODALITÉS DE RÉVISION	15
12.5. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	15

ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
ARTICLE 14 - PROPRIETE DES INFORMATIONS ET PROCEDES	15
ARTICLE 15 - AVANCE	16
15.1. LES AVANCES VERSÉES AU TITULAIRE	16
15.2. LES AVANCES VERSÉES AUX SOUS-TRAITANTS	16
ARTICLE 16 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	17
16.2. LES ACOMPTES	17
ARTICLE 17 - ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PENALITES	19
17.1. ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SUR LE COÛT DE L'OPÉRATION	19
17.3. PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ	21
17.4. PÉNALITÉS DE RETARD APPLICABLES À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE	21
ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE	22
18.1. RÉSILIATION SUR DÉCISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE	22
18.2. RÉSILIATION POUR ÉVÈNEMENTS LIÉS AU MARCHÉ	23
18.3. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE	23
ARTICLE 19 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	23
ARTICLE 20 - ASSURANCES	23
20.1. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE	23
20.2. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'ŒUVRE	24
ARTICLE 21 - DROIT ET LANGUE	25
ARTICLE 22 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	25
22.1. RÉGIME DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES	25
22.2. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	26
ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AU CCAG-MOE	28

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La mission prioritaire du Régiment du Service Militaire Adapté de la Réunion (RSMA-R) consiste, en s'appuyant sur une pédagogie militaire, à recruter, former et surtout insérer chaque année près de 1 100 « volontaires stagiaires » de 18 à 26 ans éloignés du marché de l'emploi.

La MOA a souhaité améliorer la qualité des services proposés au sein du Quartier Suacot, en construisant un nouveau complexe sportif

L'objectif est de :

- Proposer de nouvelles activités sportives en phase avec les activités et les équipements existants.
- Un équipement robuste et évolutif qui pourra s'adapter aux changements du site.

Le projet devra respecter les éléments suivants :

- Le confort des usagers : la conception devra garantir le confort optimal pour le public à travers l'organisation spatiale et le bon fonctionnement des locaux.
- La démarche environnementale : les bâtiments devront être efficace en matière de consommation énergétique pour réduire l'empreinte carbone du projet.
- Il devra aussi garantir une architecture bioclimatique soucieuse de l'environnement et une architecture tropicale adaptée au climat de Saint Pierre ainsi qu'une intégration urbaine et paysagère de qualité.
- La durabilité de l'équipement : les bâtiments devront assurer une bonne gestion technique et être conçus et réfléchis de manière à réduire les coûts d'exploitation et de maintenance.

D'autre part les bâtiments devront pouvoir être flexibles afin de s'adapter aux évolutions de leurs usages (évolution des effectifs, proposition de nouvelles activités ...).

*Le projet aura lieu en site occupé et devra ne pas perturber le fonctionnement du site pendant les travaux.*

*Les installations provisoires devront être limitée cependant celles-ci apparaissent comme nécessaire.*

## ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION ET DECOMPOSITION

La prestation s'organise sur les éléments de mission suivants :

MISSION DE BASE	ABRÉVIATION
Etudes d'esquisse	ESQ
Etudes d'avant-projet sommaire	APS
Etudes d'avant-projet définitif	APD
Dossier de permis de construire	PC
Etudes de projet	PRO
Assistance à la passation des contrats travaux y/c DCE	ACT
Etudes d'exécution	EXE
Visa et synthèse des études d'exécution	VISA
Direction de l'exécution des travaux	DET

Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR
---	-----

Elles comportent les éléments suivants en ce qui concerne les missions complémentaires :

MISSIONS COMPLEMENTAIRES	ABRÉVIATION
Ordonnancement – Pilotage - Coordination	OPC
Coordination système sécurité incendie	CSSI

Le détail de ces missions est exprimé dans le cahier des clauses techniques (CCTP).

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche ni en lot.

## 2.1. CONTRACTANT UNIQUE

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

## 2.2. COTRAITANTS

### 2.2.1. GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

### 2.2.2. LE MANDATAIRE

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

La mission du mandataire est définie en annexe du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-MOE, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

## 2.3. SOUS-TRAITANTS

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

Dans ce cas, le maître d'œuvre est tenu de vérifier, lors de la conclusion du contrat de sous-traitance, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, que son sous-traitant s'acquitte de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales, en application des articles R. 8222-1 et D. 8222-5 du Code du travail. Le maître d'œuvre sollicite du sous-traitant la production, tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, d'une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des

cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 datant de moins de six mois (Attestation de vigilance)

## 2.4. SITUATION SOCIALE

Conformément aux articles R. 8222-1 et D. 8222-5 du Code du Travail, le maître d'œuvre devra fournir tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 datant de moins de six mois (Attestation de vigilance)

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE

Le marché sera exécuté selon le planning des phasages fourni par le titulaire hors durée des travaux.

## ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### 4.1. PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement (AE), l'annexe visée à l'article 5 de l'AE et les éventuelles autres annexes.
- Le présent CCAP et ses annexes dont, obligatoirement, le programme et les indications concernant la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux.
- Le CCTP qui définit le contenu des éléments de mission et ses annexes, dont :
  - Les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage et notamment les documents d'état des lieux
  - Les études de diagnostic

### 4.2. PIÈCES GÉNÉRALES EN VIGUEUR LE 1ER JOUR DU MOIS DE L'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (MOIS M0)

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre, sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article 23 du présent CCAP.
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

- ▮ L'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- ▮ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

#### 4.3. NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES

Il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément aux dispositions des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier (ancienne loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 dite loi Dailly), soit un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes complétés et signés;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) daté et accepté
- Le cahier des clauses techniques particulière (C.C.T.P.) daté et signé
- Programme architectural et technique de l'opération (y compris planning prévisionnel)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) en annexe de l'acte d'engagement,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations Intellectuelles (CCAG-MOE).

### ARTICLE 5 - DELAIS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution sera proposé par le candidat. Les délais en jours calendaires seront exprimés par mission.

#### 5.1. MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

##### 5.1.1. INFORMATIONS DONNEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE AU MAITRE D'ŒUVRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- ▮ De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire)
- ▮ De toute observation ou de tout documents adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

Les relevés ou sondages complémentaires nécessaires sont confiés, selon les cas, soit au titulaire du marché, soit à un prestataire extérieur. Comme toute mission complémentaire, cette mission fait l'objet d'une rémunération supplémentaire

##### 5.1.2. INFORMATIONS DONNEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE AU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

### 5.1.3. SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

## 5.2. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

## 5.3. COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

## 5.4. PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

### 5.4.1. EN PHASE ETUDES

#### ► Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre

- Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans l'acte d'engagement.
- Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

- Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires
Etudes esquisse	<ul style="list-style-type: none"><li>• Date d'effet indiquée dans l'ordre de service</li><li>• A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.</li></ul>	03
Etudes d'avant-projet définitif		03
Dossier de permis de construire		08
Etudes de projet		03
Dossier de consultation des entreprises		03
Etudes d'exécution / Visa		03
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entreprises	03



- Format et support choisis pour la remise des études

Les études sont remises au maître d'ouvrage sur les supports matérialisés et dématérialisés suivants :

USB

Les formats informatiques sont

DWG; Papiers; Word; Excel, pdf; etc....

- Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.2 du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserve, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'approbation
Etudes esquisse	30 jours
Etudes d'avant-projet sommaire	30 jours
Etudes d'avant-projet définitif	30 jours
Dossier de permis de construire	30 jours
Etudes de projet	30 jours
Dossier de consultation des entreprises	30 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée sans réserve, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au dernier alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

#### 5.4.2. EN PHASE TRAVAUX

- Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Conformément à l'article 12 du CCAG applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par tout moyen permettant de donner date certaine, notamment par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, à la notification de l'état d'acompte mensuel à l'entreprise et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel de la date de réception du document (date de l'accusé de réception ou du récépissé de remise).

- Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre doit adresser son visa assorti de ses observations éventuelles ou demander à l'entrepreneur de lui fournir des documents complémentaires, dans un délai de 08 (Huit) jours suivant la réception des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

► **Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine, notamment par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux, le projet de décompte général.

#### Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 15 (Quinze) jours à compter de la date de réception du document (par exemple date de l'accusé de réception ou du récépissé de remise).

### 5.4.3. DECISIONS D'AJOURNEMENT, DE REFACTION OU DU REJET NOTIFIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

► **Décision d'ajournement**

Si le maître d'ouvrage, après avoir invité le maître d'œuvre à présenter ses observations, lui a notifié sa décision motivée d'ajournement des prestations avec demande de mises au point, le silence du maître d'ouvrage au-delà du délai de 15 jours vaut acceptation tacite des prestations mises au point, par dérogation au dernier alinéa de l'article 21.2.1 du CCAG-MOE.

► **Réfaction**

Si le maître d'ouvrage, après avoir invité le maître d'œuvre à présenter ses observations, lui a notifié sa décision motivée d'admission des prestations avec réfaction, le maître d'œuvre dispose, par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-MOE, d'un délai d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 35 du CCAG-MOE. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose d'un mois, à compter de leur réception, pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre.

► **Rejet**

En application de l'article 21.4.1 du CCAG-MOE, la décision motivée de rejet des prestations ne peut intervenir que si le maître d'ouvrage a, au préalable, convoqué et entendu le maître d'œuvre. A compter de la réception de la notification de la décision de rejet des prestations, le maître d'œuvre dispose d'un délai d'un mois pour présenter ses observations par écrit ou adresser la lettre de réclamation prévue par l'article 35 du CCAG-MOE. Passé ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté la décision du rejet du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de leur réception pour confirmer sa décision motivée de rejet ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut de notification dans le délai d'un mois, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Les dispositions de l'article 21.4.2 du CCAG-MOE qui prévoient qu'en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, ne sont pas applicables au présent marché.

#### 5.4.4. GARANTIE TECHNIQUE ET ASSURANCES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Conformément à l'article 9.1.2 du CCAG-MOE, le marché prévoit de garantie technique pour les ouvrages de construction.

#### 5.5. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

#### 5.6. ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

##### 5.6.1. FORME DE LA NOTIFICATION

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre contre récépissé, soit adressé par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par tout autre moyen permettant d'en attester la date de réception.

##### 5.6.2. NECESSITE D'UN ORDRE DE SERVICE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission)
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

##### 5.6.3. EFFETS D'UN ORDRE DE SERVICE - POSSIBILITE POUR LE MAÎTRE D'ŒUVRE D'EMETTRE DES OBSERVATIONS

- Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.
- Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.
- Par dérogation aux dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut refuser de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service qui seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire. Dans ce cas, il doit notifier par écrit au maître d'ouvrage son refus motivé dans un délai de 15 jours suivant la réception de cet ordre de service.
- Par dérogation aux dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus

de six mois après la notification du marché. Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de 15 jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au maître d'ouvrage, pour éventuellement proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. S'il ne propose pas de nouvelle date de démarrage des prestations ou si la date qu'il propose n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 29.2 du CCAG-MOE. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

## 5.7. MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC NÉGOCIÉS AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération font l'objet d'une clause de réexamen définie aux articles 12.3. et 17 du présent CCAP, conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

Dans le respect des dispositions de l'article R.2194-1-1° du code de la commande publique, toute autre modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment

- Des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article 2-1 de la loi MOP
- Des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 30-3 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993
- Des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (*notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires*).
- Au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- Du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

## 5.8. ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- Notification de la date de commencement des travaux
- Prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution des travaux
- Passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
- Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Interruption ou ajournement des travaux
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage
- Et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux,

Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

## 5.9. ACHÈVEMENT DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

## ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les candidats doivent se conformer scrupuleusement aux attentes exprimées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour la bonne exécution de la prestation.

### Représentation locale :

Le maître d'œuvre devra assurer une présence régulière sur le territoire.

En phase conception et en phase réalisation, le maître d'œuvre est représenté de façon régulière sur le territoire et sur le chantier par le mandataire ou son représentant architecte.

Il doit assurer une représentation du groupement sur les différents volets.

## ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION

Adresse du site du projet : Quartier SUACOT - 97448 St-Pierre, La Réunion

## ARTICLE 8 - MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

Le RSMA-R mettra à disposition du titulaire du marché les documents et informations nécessaires pour mener à bien l'étude.

Le titulaire qui, au cours de l'exécution du marché reçoit de la part de l'ordonnateur des documents ou autres renseignements, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces documents ou autres renseignements ne peuvent, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, être communiqués à des tiers.

En particulier, le personnel du titulaire ainsi que, le cas échéant, celui des sous-traitants sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours des entretiens ou celles qui lui sont communiquées pour l'exécution des prestations à réaliser.

Si le pouvoir adjudicateur ou un de ses représentants constate que cette obligation n'a pas été respectée, il est en droit de réclamer au titulaire du marché des dommages et intérêts équivalents à 5% du montant total HT du marché.

## ARTICLE 9 - DOCUMENTS REMIS PAR LE TITULAIRE

Le parfait achèvement de la mission sera donc conditionné par la transmission du prestataire au RSMA-R, de la totalité des documents mentionnés dans le CCTP, réalisés dans le respect des délais impartis ;

Les documents intermédiaires et définitifs de l'étude se feront en couleur, sous forme de rapport papier et de documents numériques aux formats classiques (de type .doc, .xls, .pdf, .jpg, .dxf...).

## ARTICLE 10 - VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution des prestations dans les conditions prévues dans les articles 20 et 21 du CCAG-MOE.

Suite aux vérifications, les décisions de réception, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues dans les articles 21 et 21 CCAG-MOE par le pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

Il sera fait application de l'article 12 du CCAG-MOE.

## ARTICLE 12 - PRIX DU MARCHÉ ET RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte de toutes prescriptions, garanties, sujétions et obligations prévues, explicitement ou non, dans les pièces constituant le marché.

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, le prix ne comprend pas les éventuels surcoûts d'assurance liés aux spécificités de l'opération que le titulaire est dans l'incapacité de prévoir au moment de l'établissement de son offre.

La rémunération forfaitaire du maître d'œuvre est fondée selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

### 12.1. CARACTÈRE FORFAITAIRE DU MARCHÉ

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Le caractère forfaitaire du marché n'interdit pas de convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au contrat.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

### 12.2. ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE RÉMUNÉRATION

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R 2112-15 à R 2112-18 du code de la commande publique et de l'article 29 du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché :

- Contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire
- Programme
- Partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- Mode de dévolution des marchés de travaux
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- Découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- Continuité du déroulement de l'opération.

### 12.3. PASSAGE AU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION – CLAUSE DE RÉEXAMEN

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R.2194-1-1° du code de la commande publique et en appliquant la clause de réexamen suivante :

Dans le cas où la rémunération est calculée au pourcentage, application de la formule suivante :

**Montant définitif de la rémunération** = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération

Quelle que soit la méthode choisie par les parties :

- L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre cités à l'article 12.2 du présent CCAP, qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.
- La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 5.7 du présent CCAP relatif aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage.

## 12.4. MODALITÉS DE RÉVISION

### 12.4.1. MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à l'acte d'engagement.

### 12.4.2. REVISION DU PRIX DU MARCHÉ DE MAITRISE D'ŒUVRE

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :  $C = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{Io}$

dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision) au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le maître d'œuvre.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

## 12.5. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

## ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

## ARTICLE 14 - PROPRIETE DES INFORMATIONS ET PROCEDES

Les dispositions relatives à la propriété intellectuelle sont celles du CCAG-MOE.

Le pouvoir adjudicateur pourra librement utiliser et publier les résultats des différentes prestations réalisées.

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

## ARTICLE 15 - AVANCE

### 15.1. LES AVANCES VERSÉES AU TITULAIRE

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue aux articles L.2191-2 à L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique est versée au maître d'œuvre, sauf en cas de refus de celui-ci. Cette avance n'est due que pour la part du marché effectivement exécutée par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage peut également prévoir le versement de cette avance même lorsqu'elle n'est pas obligatoire. Une avance est versée au maître d'œuvre.

#### ■ Montant de l'avance

Conformément à l'article R.2191-7, le montant de l'avance est fixé à un taux de 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Et conformément à l'article R.2191-11, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial de la tranche affermée. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10, R.2193-17 à -21 du Code de la commande publique.

### 15.2. LES AVANCES VERSÉES AUX SOUS-TRAITANTS

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles L.2193-10 à L.2193-13 et R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R.2191-11 à R.2191-12 du code de la commande publique.



## ARTICLE 16 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

La présentation des demandes de paiement se fera uniquement sur le portail Chorus Pro.

### 16.2. LES ACOMPTES

#### 16.2.1. DEMANDE DE PAIEMENT

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage sa demande de paiement par lettre recommandée avec avis de réception ou lui remet contre récépissé dûment daté.

##### ■ Contenu de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Les demandes de paiement porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
  - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
  - 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
  - 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
  - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  - 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
  - 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

##### ■ Echancier des acomptes :

Sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément aux articles L.2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de missions	Exigibilité de l'acompte
Etudes d'esquisse	80% à la remise du dossier
Etudes d'avant-projet sommaire	80% à la remise du dossier
Etudes d'avant-projet définitif	80% à la remise du dossier
Dossier de permis de construire	80% à la remise du dossier 20% à l'accord du PC

Etudes de projet	80% à la remise du dossier
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
Etudes d'exécution	Au prorata de l'avancement de la mission
VISA	Au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% <u>DET</u> N étant le nombre de mois correspondant à la période de N préparation du chantier + le nombre de mois de chantier
Assistance Aux opérations de réception	80 % à compter de la date de réception 15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

Eléments de missions Complémentaires	Exigibilité de l'acompte
Ordonnancement - Pilotage - Coordination	80% à la remise du dossier
Coordination système sécurité incendie	80% à la remise du dossier

### 16.2.2. ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Conformément à l'article 11.6 du CCAG-MOE, il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

### 16.3. LE SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 5.9. du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde.

#### 16.3.1. PROJET DE DECOMPTE GENERAL - ETAT DU SOLDE

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général dans un délai maximum de 30 jours.

Le projet de décompte général comprend :

- 1) Le décompte final qui comprend :
  - le forfait de rémunération figurant dans la demande de paiement du solde établie par le maître d'œuvre
  - la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
  - les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article 17 du présent CCAP.
- 2) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final
- 4) L'incidence de la TVA
- 5) L'incidence de la variation des prix appliquée sur l'état du solde (3°)
- 6) Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

#### 16.3.2. DECOMPTE GENERAL

Le projet de décompte général est signé par le représentant du maître d'ouvrage et devient le décompte général.

Le représentant du maître d'ouvrage le notifie au maître d'œuvre avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- 30 jours après la date de remise au maître d'ouvrage de la demande de paiement du solde par le maître d'œuvre
- 12 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Le délai de 30 jours est ramené à 20 jours pour les marchés dont le délai d'exécution n'excède pas trois mois.

En cas de non-respect des délais de notification mentionnés ci-dessus, le maître d'œuvre met en demeure le maître d'ouvrage de procéder à la notification du décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la mise en demeure. A défaut, en cas de désaccord, le maître d'œuvre peut saisir le tribunal administratif compétent.

Si le décompte général est notifié au maître d'œuvre postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le maître d'œuvre n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter la lettre de réclamation mentionnée à l'article 35 du CCAG-MOE.

#### 16.3.3. ACCEPTATION DU DECOMPTE GENERAL PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserve, en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si le maître d'œuvre ne renvoie pas le décompte général signé dans le délai de 30 jours ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif.

#### 16.3.4. DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

A compter de la date d'acceptation, sans réserve, du décompte général par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde. Ce décompte lie définitivement les parties sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

#### 16.3.5. CONTESTATION SUR LE MONTANT DES SOMMES DUES

En cas de contestation, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le maître d'œuvre ou de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courants à compter de la date de la demande présentée par le maître d'œuvre.

### ARTICLE 17 - ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PENALITES

#### 17.1. ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SUR LE COÛT DE L'OPÉRATION

##### 17.1.1. AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

- ▮ Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

- ▮ Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

#### ► Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il est ramené au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre défini par l'article 3 de l'acte d'engagement.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 10%.

**Seuil de tolérance** = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### ► Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 7.7.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 des études s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

#### ► Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### ► Respect de l'engagement du maître d'œuvre

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non Lot par Lot.

#### ► Conséquences du non-respect de l'engagement

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

### 17.1.2. APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

#### ► Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### ► Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

#### ► Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

#### ► Conséquences du non-respect de l'engagement

### 17.2. PÉNALITÉS DE RETARD

Conformément à l'article 16.2 du C.C.AG.MOE, les pénalités pour retard seront applicables sans procéder à une mise en demeure dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités sera déduit du premier règlement suivant la constatation du retard ou sur toute autre facture ultérieure.

Cette pénalité est calculée par l'application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

P : le montant de la pénalité

V : La valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité. Cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors champ d'application de la TVA, dudit élément de mission

R : Le nombre de jours de retard.

### 17.3. PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 17.4. PÉNALITÉS DE RETARD APPLICABLES À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

#### 17.4.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article 4.1 de l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités.

En application de l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité pour retard est égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

Ce montant, par jour calendaire de retard, est fixé de la manière suivante :

1/3000 <sup>ème</sup>	De l'élément de mission ESQ
1/3000 <sup>ème</sup>	De l'élément de mission APS
1/3000 <sup>ème</sup>	De l'élément de mission APD
1/3000 <sup>ème</sup>	De l'élément de mission PC
1/3000 <sup>ème</sup>	De l'élément de mission PRO
1/3000 <sup>ème</sup>	De la partie de l'élément de mission ACT correspondant au DCE
1/3000 <sup>ème</sup>	De l'élément de mission AOR correspondant au DOE déduction faite des jours de retard imputables aux entreprises

#### 17.4.2. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES ET DU DECOMPTÉ FINAL

Si le délai fixé à l'article 5.4.2. du présent CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 1/3000<sup>ème</sup> du montant HT de l'acompte correspondant. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

#### 17.4.3. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION

Conformément à l'article 35.2. du CCAG-MOE, le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 Euros.

### ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations des articles 27 à 31 du C.C.A.G-MOE., relatives à la résiliation du marché, sont applicables, ainsi que les clauses du présent marché. D'autre part, En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 82545 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

#### 18.1. RÉSILIATION SUR DÉCISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 31 du CCAG-MOE est fixée à 5% de la partie résiliée du marché.

## 18.2. RÉSILIATION POUR ÉVÈNEMENTS LIÉS AU MARCHÉ

En cas de résiliation du marché pour difficultés d'exécution, dans les conditions prévues par l'article 29.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre a droit, outre le remboursement des frais et investissements éventuellement engagés par le marché et strictement nécessaires à son exécution, à une indemnité obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5% ».

En cas de résiliation due à un ordre de service de démarrage des prestations tardif, dans les conditions prévues par l'article 29.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre a droit à une indemnité obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5% ».

## 18.3. TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du contrat.

## ARTICLE 19 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

## ARTICLE 20 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

## 20.1. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé par le maître d'œuvre de l'obligation de souscrire, avant l'ouverture du chantier, une assurance de dommages à l'ouvrage, dans les cas et limites définis aux articles L. 242-1, L. 243-1-1 et L. 243-9 du code des assurances. Cette assurance couvre les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage construit ou qui le rendent impropre à sa destination, et qui, en principe, sont apparus après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement. Elle s'applique aux ouvrages existants (c'est-à-dire aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et appartenant

au maître d'ouvrage) qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles.

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé en outre de la possibilité de souscrire des assurances complémentaires couvrant notamment :

- les dommages subis par l'ouvrage pendant l'exécution des travaux ;
- les dommages subis par les ouvrages existants qui ne relèvent pas de l'assurance de dommages à l'ouvrage définie au premier alinéa ci-avant, et qui résultent de l'exécution des travaux ;
- les dommages causés aux avoisinants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire causés aux bâtiments voisins ou aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage).

Par ailleurs, lorsque l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage est maintenue pendant l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage déclare avoir été informé :

- de la possibilité d'assurer la responsabilité qu'il encourt du fait des dommages résultant de l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage ;
- de la nécessité de vérifier que cette utilisation est bien prise en compte par les assurances de responsabilité des entrepreneurs.

## 20.2. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée.

Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

### 20.2.1. ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE DE DROIT COMMUN

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garanties suivants :

- Dommages corporels : 75 000 €uros par sinistre
- Dommages matériels et immatériels : 45 000 €uros par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 40 000 €uros.

### 20.2.2. ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE (RCD) POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Le maître d'œuvre devra justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale en capitalisation, en cours de validité au jour de l'ouverture du chantier, le garantissant pour la mission qui lui est confiée pour l'opération.

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »



- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est inférieur à 15 millions € HT, l'attestation doit comporter :

- le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées ;
- dans le domaine de hors habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-I du Code des assurances.

Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est supérieur à 15 millions € HT, la lettre d'intention ou l'attestation doit comporter :

- le montant maximum des chantiers pour lesquels le maître d'œuvre est autorisé à intervenir, lequel ne devra pas être inférieur au coût total des travaux et honoraires HT tel que déclaré par le maître d'ouvrage,
- un montant de garantie à hauteur de 3 000 000 € maximum par sinistre, et être valable sous réserve de la justification par le maître d'ouvrage de la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD). Une fois l'attestation d'un CCRD produite par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre transmettra une nouvelle attestation définitive pour le chantier, avec mention du coût de l'ouvrage, tel que déclaré par le maître d'ouvrage, et mentionnant expressément les activités couvertes et le montant des garanties.

#### ■ Le contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

Dans le cas de chantier (travaux et honoraires) dont le coût prévisionnel est supérieur à 15 millions € HT, le maître d'ouvrage (ou son mandataire) s'engage à souscrire pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de RCD un contrat collectif de responsabilité décennale dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût de l'ouvrage, ou à un montant de 150 millions € HT si le coût de l'ouvrage est supérieur à 150 millions € HT (sauf en matière d'habitation où il sera fixé au montant des réparations)

Ce contrat d'assurance de responsabilité décennale, de seconde ligne, aura pour seuil de déclenchement le montant de garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale.

Les intervenants concernés, s'engagent à adhérer au CCRD souscrit par le maître d'ouvrage auquel ils donnent mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L.112-1 du Code des assurances.

Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Le coût de la prime relative à ce contrat sera pris en charge par le maître d'ouvrage.

## ARTICLE 21 - DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## ARTICLE 22 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### 22.1. RÉGIME DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

Par dérogation aux dispositions de l'article 23 du CCAG-MOE, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le maître d'œuvre met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage. La conclusion du marché n'empêche pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les tiers désignés dans le

marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

## 22.2. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comporte des attributs d'ordre moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial.

Seuls les droits patrimoniaux de l'auteur, qui comprennent le droit de reproduction et le droit de représentation sont librement cessibles.

L'architecte jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. A la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

L'option A du CCAG-MOE est retenue.

Par dérogation aux dispositions de l'article 24.1 du CCAG-MOE les stipulations suivantes s'appliquent au présent marché.

### 22.2.1. DROITS DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES TIERS DESIGNES DANS LE MARCHE

1. La reproduction consiste dans la fixation matérielle de l'œuvre.

Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, le droit de reproduction comporte en particulier, dans le respect des droits moraux, le droit de reproduire les résultats, en tout ou partie et en l'état, c'est-à-dire de réaliser ou de faire réaliser les ouvrages, objets du marché, par tous procédés et sur tous supports, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Il s'agit de l'utilisation des résultats pour la réalisation des ouvrages ou équipements objets du marché.

Le maître d'ouvrage peut diffuser les plans, avec mention du nom de l'auteur et après accord de ce dernier, à l'ensemble des intervenants qui concourent à la réalisation de l'ouvrage.

L'exécution répétée des résultats fait l'objet d'une convention et d'une rémunération spécifique.

2. Le droit de représentation comporte, dans le respect des droits moraux, le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, pour les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment à des fins d'information et de communication du pouvoir adjudicateur. Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, la représentation est la communication au public de l'œuvre, en projet ou réalisée, à des fins autres que la réalisation des ouvrages ou équipements objets du marché.

3. L'exercice de ces droits patrimoniaux se fait dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Au titre de son droit moral, l'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à la personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible.

Concernant les marchés de maîtrise d'œuvre, l'auteur a droit tout particulièrement :

- D'inscrire son nom et sa qualité sur son œuvre, qu'il s'agisse des plans d'études, de conception ou de l'édifice lui-même, et d'exiger que son nom y soit maintenu
- De voir préciser ses nom et qualité à l'occasion de la publication des plans ou photos de l'édifice
- De veiller au respect de sa signature

- De veiller au respect de son œuvre, ce droit autorisant l'auteur s'opposer à la modification de son œuvre en cas de dénaturation et à les faire sanctionner.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre, préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre qui n'auraient pas fait l'objet d'une autorisation spécifique dans les documents particuliers du marché et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral du concepteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

4. Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché, les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Ces droits comprennent les droits patrimoniaux de reproduction et de représentation des résultats, en l'état, pour les besoins découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Le présent marché précise, en annexe, le cas échéant, les modalités de concession des droits patrimoniaux et notamment :

- le domaine d'exploitation des droits cédés (reproduction photographique des plans et/ou du bâtiment, support de la reproduction ou de la représentation) ;
- le lieu de la cession (territoire national, européen) ;
- la durée de la cession ;
- le prix de la concession.

Le présent marché dissocie le prix de cette concession de celui des prestations. A défaut, le montant du marché tient compte du prix de la concession.

5. Tout acte d'exploitation des résultats mentionnera le nom du titulaire du marché ou de tout autre auteur.

#### 22.2.2. DISPOSITIONS COMMUNES

De manière générale, le maître d'œuvre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats, lorsque celle-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet du marché.

En cas de résiliation du marché pour quelque cause que ce soit, le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché demeurent licenciés, dans le respect du droit moral du concepteur initial, de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont la possibilité, après accord du maître d'œuvre, de transférer à des tiers autres, le droit d'utiliser les résultats dans les limites de l'objet du marché. L'accord du maître d'œuvre est formalisé par un avenant qui précise l'étendue des droits concédés.

Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché peuvent librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées dans le présent marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité pour le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, pour la mise en œuvre de leurs droits dans le respect de l'article 5 du CCAG-MOE.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire du marché et des auteurs.

#### 22.2.3. GARANTIES DES DROITS

Le maître d'œuvre garantit au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du marché, à l'exclusion des droits des éventuels auteurs précédents.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les résultats et les connaissances antérieures ;
- qu'il indemnise le maître d'ouvrage et tout tiers désigné dans le marché, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel le maître d'œuvre aurait sciemment et en toute connaissance de cause porté atteinte. Si le maître d'ouvrage ou les tiers désignés dans le marché sont poursuivis pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de leur part, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du maître d'ouvrage conformément aux stipulations du marché, ils l'en informent sans délai et ce dernier pourra alors intervenir à l'action judiciaire.

La responsabilité du maître d'œuvre ne sera pas engagée pour toute réclamation concernant :

- les connaissances antérieures que le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont fournies au maître d'œuvre pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du maître d'ouvrage ou des tiers désignés dans le marché ;
- les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de la réclamation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le maître d'ouvrage ou les tiers désignés dans le marché ou à leur demande expresse.

#### 22.2.4. DROITS DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre détient la propriété des droits et titres afférents aux résultats. Il conserve la propriété des droits et connaissances acquis antérieurement à la passation du marché. Il peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats qu'il a générés, dans les conditions définies ci-après.

Le maître d'œuvre s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits à l'image du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut librement publier les résultats, sauf stipulation contraire du marché et sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées à l'article 5 du CCAG-MOE.

Toute publication doit mentionner le nom du maître d'ouvrage.

#### 22.2.5. EXPLOITATION DES RESULTATS A DES FINS COMMERCIALES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE OU LE MAITRE D'ŒUVRE

Une convention spécifique précise, en cas d'exploitation commerciale des résultats par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage ou par les tiers désignés dans le marché, les modalités de cette exploitation commerciale, et notamment :

- la durée de l'exploitation ;
- le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- les modalités de contrôle des versements effectués.

### ARTICLE 23 - DÉROGATIONS AU CCAG-MOE

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
Article 2.2.2.	Article 3.5	
Article 5.4.1	Articles 20.4.2 et 20.2	
Article 5.4.2.	-	Article 29.1.5

Article 5.4.	Articles 21.2.1 et 21.3	
Article 5.5.	1er alinéa de l'article 3.8.3	
Article 5.5.	2ème alinéa de l'article 3.8.3	
Article 12	Article 10.1.3	
Article 22.2.	Article 24.1	

Le maître d'œuvre	Le maître d'ouvrage
<p>Lu et approuvé</p> <p>Fait à .....</p> <p>le, .....</p> <p>Le(s) contractant(s) (cachets et signatures)</p>	<p>Fait à .....</p> <p>le, .....</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur (cachet et signature)</p>